



ADAPTATION ET RÉSILIENCE BASÉES SUR LES TERRES

UNE FORCE PUISÉE DANS LA NATURE





La mise en péril des terres fertiles constitue une menace à nos conditions de vie. Nous dépendons tous de la terre pour nourrir nos familles à partir de ses aménités. . Pourtant, aujourd'hui, plus de la moitié des terres agricoles est dégradée. Le réchauffement climatique amplifie les facteurs de dégradation des terres, en particulier la sécheresse, les inondations et les glissements de terrain, devenant de fait un risque majeur posé à la paix et à la sécurité de tous.

Les plus vulnérables d'entre nous ressentent déjà les effets combinés du changement climatique et de la dégradation des terres. En Afrique, par exemple, plus d'un demi-milliard de personnes dépendent de l'agriculture pluviale pour leur survie. Dans ma région, le Sahel, les températures saisonnières sont désormais plus élevées que la normale. Les pluies ne sont plus aussi prévisibles que par le passé. Les périodes sèches sont plus longues, plus fréquentes, et apparaissent dans de nouvelles zones. Les familles peinent de plus en plus à survivre et à prospérer. Ce n'est qu'une question de temps avant que ces effets ne soient ressentis partout dans le monde.

Qu'y a-t-il de plus important dans la vie que de pouvoir nourrir ses enfants? Trop de gens sont incapables de le faire et ne vivent qu'au jour le jour. Le fardeau que cela impose aux familles, au système économique et de gouvernance est devenu insupportable. Nous assistons à une augmentation des migrations forcées, de l'exode rural et des conflits liés à la raréfaction des ressources naturelles. Des organisations communautaires de base se disloquent car forcées d'opérer des choix économiques difficiles, voire extrêmes.

Je ne saurais trop souligner combien il est vital que l'on prenne des mesures idoines pour s'assurer que le réchauffement climatique ne provoque pas des dégâts irréparables sur nos terres productives. Si la désertification est un problème pour les zones sèches comme le Sahel, le processus de dégradation des terres que l'on observe de plus en plus dans d'autres écosystèmes, hors du Sahel, constitue une menace pour notre avenir commun.

Nous avons besoin de mesures fortes aux niveaux national et international pour réhabiliter des terres dégradées et s'assurer que les terres productives sous notre responsabilité vont résister au stress lié au changement climatique. Les mesures d'adaptation fondées sur la gestion durable des terres représentent un outil pratique et économiquement rentable de lutte contre le réchauffement climatique.

Les mesures d'atténuation représentent une voie difficile mais nécessaire pour éviter la catastrophe climatique. De même, l'adaptation basée sur la gestion durable des terres que nous préconisons est un impératif pour tous. Quelques heures suffisent pour éroder la surface du sol, mais il faut plusieurs années pour tout remettre en état. Soutenons maintenant les mesures d'adaptation basées sur la gestion durable des terres pour bâtir la résilience face au changement climatique et éviter ainsi des pertes incommensurables pour notre avenir.

A handwritten signature in black ink, which appears to be 'Macky Sall'. The signature is written in a cursive style and is positioned above a horizontal line.

Macky Sall
Président de la République du Sénégal
Président du Comité d'Orientation des Chefs d'Etat et de Gouvernement du NEPAD

LA SITUATION ACTUELLE NE PEUT PLUS DURER

Suite à la sécheresse qui a frappé le Sahel dans les années 70, Yacouba Sawadogo, un agriculteur local du Burkina Faso, a réintroduit une technique agricole traditionnelle dénommée Zai, afin de rétablir la fertilité de ses terres gravement dégradées. Son initiative a été couronnée de succès et a inspiré des milliers de familles, qui ont adopté à leur tour cette pratique. Grâce au bouche à oreille, l'idée a fait son chemin jusqu'au Mali et au Niger voisins. En 2003, les agriculteurs avaient réhabilité plus de 5 millions d'hectares de terres. Si, aujourd'hui, la réhabilitation d'un hectare de terrain coûte moins

de 70 dollars américains, il a fallu vingt ans à ces agriculteurs pour arriver à ce résultat, avec très peu d'aide venant de l'extérieur. Sawadogo est l'un des 2,5 milliards de petits agriculteurs qui veillent à ce que nous ayons suffisamment à manger, aujourd'hui et chaque jour. Pourront-ils encore le faire à l'avenir? Ou rejoindront-ils les plus d'1,2 milliard de personnes dépendant de terres dégradées?

Vous n'avez peut-être pas contribué au changement climatique. Ou vous êtes peut-être un pollueur. Quelle que soit votre parcours, pourrez-vous vous adapter facilement au changement climatique, vous et votre famille? Votre famille, communauté ou pays pourrait-il absorber les chocs que le changement climatique devrait encore produire dans les prochaines années?

Au cours des deux premières décennies du XXI^e siècle, chaque région du monde a dû faire face à des phénomènes climatiques extrêmes : sécheresses, inondations, avalanches, glaciers, canicules ou incendies de forêt. Nous avons vu leurs conséquences : des personnes ont perdu la vie, d'autres leur maison ou leurs revenus. Les pénuries de nourriture, d'eau et d'énergie deviennent monnaie courante. Des familles et des communautés entières sont déplacées ou contraintes à émigrer pour survivre.

Pourquoi? La terre est la base de nos modes de vie, de nos économies et de nos structures sociales. Nous délimitons nos frontières nationales en fonction de la terre. Chaque foyer, chaque entreprise est située sur un morceau de terre. Notre nourriture, notre eau douce proviennent de la terre. La dégradation des terres constitue une menace pour chacun d'entre nous.

La terre est sensible à deux éléments en particulier: l'activité humaine et climatique. Nous avons causé énormément de dommages à la terre au cours des deux derniers siècles, en la transformant pour accueillir l'activité humaine. L'importance du manque d'eau dans le monde entier nous indique que la dégradation des sols pourrait encore être plus grave qu'on le pensait. L'accroissement des variations climatiques et la multiplication des phénomènes extrêmes accélèrent les dégâts. À mesure que les phénomènes climatiques les plus nuisibles aux terres gagnent en puissance, en fréquence et en étendue, la dégradation des sols ne fera que s'aggraver.

Les choses ne peuvent rester comme elles sont alors que la terre, elle, change si rapidement. 169 pays se sont déclarés affectés par la désertification au sens de la CNULCD. Une approche de l'adaptation et de la résilience au changement climatique basée sur les terres est aujourd'hui nécessaire et inévitable. Elle nécessite une initiative concrète lors des négociations en vue d'un accord sur le changement climatique en 2015. Nous ne pouvons attendre vingt ans de plus pour agir. Le coût de notre inaction concernant la dégradation des sols sera trop élevé.



IMPACTS MONDIAUX : PERSONNE N'EST ÉPARGNÉ

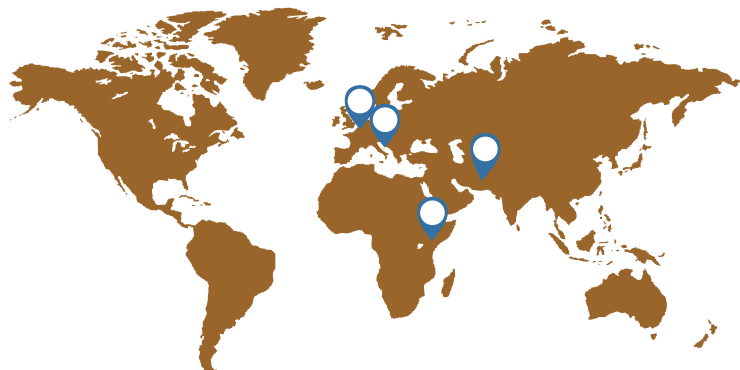
Entre 1901 et 2012, la Terre s'est réchauffée. Depuis 1960, ce réchauffement a considérablement modifié le cycle de l'eau. Les précipitations dues à la pluie, aux chutes de neige, à la fonte des neiges ou à la retraite des glaciers sont soit excessives, soit inappropriées pour la survie des familles. Les changements ne se manifestent pas de la même façon partout : les régions arides deviennent encore plus sèches, les régions humides deviennent encore plus humides. Une chose demeure certaine : aucune région n'est épargnée par les incidences du changement climatique.

EXPÉRIENCE

Europe : En 2011, la France a connu son année la plus sèche en 50 ans et 93 départements ont fait l'objet de mesures de restriction de l'eau. Cette sécheresse a perturbé l'agriculture et la production hydroélectrique a chuté de plus de 20 %. L'Italie, elle, a connu six épisodes de sécheresse au cours des 10 dernières années, notamment dans le nord du pays, qui affiche pourtant l'un des taux annuels de disponibilité d'eau les plus élevés d'Europe, notamment grâce à son approvisionnement sous-terrain en provenance des Alpes. Selon les prévisions, le pays tout entier devrait voir son climat s'assécher considérablement à mesure que les incidences du changement climatique se font ressentir.

Afrique de l'Est : en 2011, la Corne de l'Afrique, dans l'est du continent africain, a subi l'une des pires sécheresses qu'elle ait jamais connu. Celle-ci a coûté la vie à 50 000 personnes et affecté 13 millions d'individus, dont 4,5 millions en Éthiopie et 4 millions au Kenya. Le lourd tribut payé par le Kenya est chiffré à environ 17 % de son produit intérieur brut.

Tadjikistan : ce pays d'Asie centrale a connu un hiver inhabituellement rude fin 2007, qui a entraîné des pénuries d'électricité, d'eau et de chauffage ainsi que des pertes alimentaires. À ces conséquences s'est ajoutée la sécheresse, qui a fait flamber les prix des denrées alimentaires et aggravé le problème de l'insécurité alimentaire.



QUAND LA DÉGRADATION DES TERRES S'ASSOCIE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

: DOUBLE DÉFIS



- 52 % de l'ensemble des terres agricoles sont dégradées
- 80 % de la déforestation est attribuable à l'agriculture
- Entre 1985 et 2005, les terres cultivées et pâturages ont gagné 154 millions d'hectares
- Au cours des deux derniers siècles, 70 % des prairies, 50 % de la savane, 45 % des forêts tempérées de feuillus et 27 % du biome des forêts tropicales de la planète ont été transformés en terres agricoles et zones de pâturage

La conjugaison de la dégradation des terres et du changement climatique pose un double problème, ces deux phénomènes se soutenant mutuellement dans une spirale cyclique négative. La dégradation des terres et le changement climatique érodent les couches supérieures du sol et assèchent les sources d'eau douce - rivières, lacs, glaciers et nappes aquifères - essentielles à la vie.

Plus de la moitié des terres agricoles du monde entier sont déjà dégradées. Tous les dix ans, nous perdons environ 120 millions d'hectares de terres, soit la superficie de l'Afrique du Sud, uniquement du fait de la désertification et de la sécheresse. Toutefois, 78 % des terres dégradées actuelles se trouvent dans les régions humides, hors des zones habituellement sujettes à la sécheresse. Cela cause une augmentation des émissions de gaz à effet de serre dans l'atmosphère. La formation du sol nécessite du carbone. Une grande quantité de carbone est stockée dans le sol, ainsi que dans la végétation qui y pousse. Or, plus nous éliminons de la végétation, notamment à des fins agricoles, plus ce carbone est libéré dans l'atmosphère. Le carbone est alors suspendu dans les airs, sous forme de dioxyde de carbone, vu que les terres dégradées perdent leur capacité à le capturer. La dégradation des terres alimente ainsi le changement climatique. Près de 25 % des émissions de gaz à effet de serre se sont produites de cette manière.

Si la dégradation des terres était un problème d'envergure mondiale bien avant que le changement climatique ne le devienne, aujourd'hui, le réchauffement climatique la favorise.

Depuis 1951, les températures ont augmenté de 0,6-0,7 degrés Celsius. Du fait du réchauffement, de nombreuses régions reçoivent trop ou trop peu d'eau. De nouvelles régions sont en cours de dégradation. Les crues et sécheresses rendent les terres incapables de drainer efficacement l'eau, tout en érodant les sols fertiles. Les températures mondiales pourraient gagner entre 0,3 et 0,7 degrés entre 2016 et 2035 (par rapport à la période 1986-2005) et jusqu'à 1,5 degré d'ici la fin du siècle, en comparaison avec le réchauffement enregistré entre 1850 et 1900. Le changement climatique aggrave une situation déjà défavorable. Les conséquences pourraient être invivables, surtout dans la mesure où elles se manifesteraient concomitamment en hypothéquant les structures sociales, politiques et économiques actuelles.

(IN)SÉCURITÉ : DES PERTES IMMENSES ET DES COÛTS QUI EXPLOSENT

La terre se prête à bien des utilisations. Elle fournit eau, nourriture et énergie. Elle est utilisée pour créer richesse et emploi, ainsi que pour développer les économies. Elle fournit également d'autres services, souvent moins évidents et concrets, notamment la conservation de la biodiversité, le stockage du carbone ou encore la purification et le stockage de l'eau. Elle sert même à réguler le climat de la planète, par exemple en absorbant la chaleur produite par le soleil. La dégradation l'empêche toutefois de jouer tous ces rôles. Les terres dégradées ne peuvent plus assurer ces fonctions, ce qui entraîne de graves pénuries de nourriture, d'eau et d'énergie. Même si nous arrêtons dès aujourd'hui d'émettre des gaz à effet de serre, il nous faudrait tout de même prendre des mesures pour atténuer le coût vertigineux des dégradations passées et des dégâts causés par les émissions.

INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE : DES RÉCOLES EN BAISSÉ ET DES CULTURES DÉPLACÉES

Trois changements significatifs et concomitants vont faire de la sécurité alimentaire un défi plus inquiétant que jamais. Premièrement, les récoltes sont en baisse dans toutes les régions du monde et pour un grand nombre de cultures, en raison de conditions météorologiques extrêmes et erratiques et de la migration des zones de culture due au réchauffement climatique. Les petites améliorations constatées pour quelques cultures dans les régions les plus froides ne seront d'aucune aide. Le maïs et le blé, deux des cultures les plus demandées dans le monde entier, sont particulièrement affectés. Deuxièmement, la demande de nourriture, d'eau, d'énergie et de logement est en augmentation. Bientôt, de nombreuses personnes défavorisées exigeront un mode de vie de consommateur de classe moyenne. La concurrence féroce pour les terres arables, en vue de différentes utilisations, nuira à la sécurité alimentaire. Troisièmement, un grand nombre de personnes comme Sawadogo, qui dépendent de la terre ou produisent de la nourriture pour d'autres, ne pourront peut-être pas maintenir leur production en raison du changement climatique. En outre, actuellement, plus d'1,5 milliard de personnes dépendent déjà de terres dégradées. Ce chiffre englobe 42 % de la population dite extrêmement pauvre et 32 % de la population relativement pauvre, contre seulement 15 % de la population non-pauvres. Le changement climatique ne fera qu'augmenter ce chiffre, si nous ne prenons pas les mesures d'adaptation nécessaires.

Dans ces conditions, répondre à la demande constituera une tâche colossale. L'insécurité alimentaire croissante sera facteur d'instabilité politique. Nous n'avons pas énormément de choix. Il est temps d'adopter des pratiques d'utilisation des terres durables, afin de réhabiliter les terres dégradées, de stimuler la production sur toutes les terres et d'adapter le secteur agricole au changement climatique.

- Le coût annuel de la dégradation des terres en Europe est estimé à 52 milliards de dollars (38 milliards d'euros)
- Les pertes économiques attribuables à la déforestation et à la dégradation des terres sont estimées entre 2 et 4,7 billions de dollars (1,5-3,4 billions d'euros) pour 2008, soit 3,3-7,5 % du PIB mondial pour cette année.
- Les pénuries alimentaires ont entraîné des «émeutes de la faim» dans plus de 30 pays au cours du premier semestre 2008
- Près d'1 milliard de personnes souffrent actuellement de la faim
- D'ici 2020 - dans six ans à peine - 49 millions de personnes supplémentaires pourraient être confrontées à la famine.
- 2 milliards de personnes s'ajouteront à la population mondiale d'ici 2040
- 3 milliards de consommateurs rejoindront la classe moyenne d'ici 2030, ce qui devrait faire augmenter la demande alimentaire de 50 % d'ici à la même année.
- 2,5 milliards de petits producteurs agricoles gèrent la plupart des petites exploitations agricoles du monde (au nombre de 500 millions, selon les estimations), dépendent de l'agriculture pluviale et fournissent plus de 80 % des denrées alimentaires consommées dans une grande partie du monde en développement.
- D'ici la fin du siècle, les rendements moyens des cultures diminueront de 2 % tous les 10 ans.



- 3 % seulement de l'eau mondiale est de l'eau douce, et 70 % de cette eau est utilisée pour produire de la nourriture, y compris dans le cadre de pratiques dégradant les sols
- 31 pays, abritant moins de 8% de la population mondiale, sont confrontés à des pénuries chroniques d'eau douce
- D'ici à 2025, plus de 2,8 milliards de personnes dans 48 pays subiront des pénuries d'eau ou des difficultés d'approvisionnement et 2,4 milliards de personnes pourraient vivre dans des zones confrontées à des périodes de graves pénuries d'eau
- Jusqu'à 54 pays, pour une population totale de 4 milliards d'êtres humains, soit 40 pour cent environ de la population mondiale estimée, pourraient connaître un stress hydrique ou une pénurie d'eau d'ici à 2050

EXPÉRIENCE



États-Unis : la sécheresse qu'ont connue les États-Unis en 2012 a affecté les récoltes de maïs. Si la planète continue à se réchauffer, la production agricole des États-Unis pourrait perdre entre 4 et 13 % d'ici à 2030. En outre, les rendements moyens des cultures dans les actuelles régions agricoles américaines pourraient diminuer de 63 à 82 % d'ici la fin du siècle dans un contexte de réchauffement particulièrement rapide.

MANQUE D'EAU : UN MONDE EN PANNE SÈCHE

L'eau se fait de plus en plus rare, et sa qualité décline partout dans le monde. Les pénuries d'eau alimentent d'ores et déjà les conflits interethniques et autres, à mesure que la concurrence pour l'accès à une eau potable en quantité suffisante se fait de plus en plus féroce. La demande d'eau devrait s'accroître de 30 % dans les 15 années précédant l'an 2030. Nous ne pouvons maintenir nos niveaux actuels de consommation d'eau sans améliorer les terres. La réhabilitation des terres est le seul moyen de reconstituer les stocks d'eau souterraine alimentant les puits, les lacs et les rivières. Il n'existe pas de raccourci magique pour reconstituer et améliorer les stocks d'eau sous-terrain. Abandonner les pratiques qui dépouillent les terres, polluent les sols et détruisent leur drainage au profit de pratiques qui améliorent la couverture du sol, améliorent sa formation et renforcent ses mécanismes de drainage peut contribuer à l'inversion de la tendance et améliorer nos chances de répondre à la demande existante et croissante d'eau.

EXPÉRIENCE



Afrique du Nord : « L'Afrique du Nord est la deuxième région la plus vulnérable face aux risques climatiques émergents dans le monde. Entre 2010 et 2030, Alexandrie, Casablanca et Tunis pourraient subir des pertes économiques cumulées chiffrées à 1 milliard de dollars en raison de crues, de séismes, de l'érosion côtière, de l'instabilité des sols, d'inondations des zones marines, de tsunamis et de pénuries d'eau. L'accroissement de la fréquence de phénomènes climatiques extrêmes pourrait exposer jusqu'à 25 millions de citoyens à des inondations et des sécheresses. Ces mêmes incidences du changement climatique pourraient entraîner une diminution de 30-50 % des stocks d'eau disponible, aggravant ainsi le grave manque d'eau que la région connaît déjà aujourd'hui ».

INSÉCURITÉ ÉCONOMIQUE : RETOUR VERS LE PASSÉ

Une vaste gamme d'activités économiques - de l'extraction minière à l'urbanisation en passant par la production alimentaire et énergétique - causent la dégradation des sols. Bon nombre d'économies dépendent de ces activités pour se développer et créer de l'emploi. Pour bon nombre de pays pauvres, l'agriculture et l'élevage représentent la principale activité économique ainsi que la principale source d'emploi rural. L'aggravation de la dégradation des sols du fait du changement climatique provoque également une hausse du chômage dans les zones rurales défavorisées, en particulier dans les régions arides d'Afrique. Les récoltes alimentaires diminuent, la fourniture de services sociaux de base comme l'éducation est en baisse et la réponse apportée aux catastrophes est insuffisante. Comme Sawadogo avant elles, les familles sont confrontées à des choix cornéliens pour survivre. Les communautés se désintègrent et la gouvernance ne remplit pas son rôle. Les jeunes sans emploi ou sous-employés deviennent les cibles de l'extrémisme, ou les victimes de la radicalisation. Des économies florissantes et des sociétés civiles solides sont la base même de la paix et de la prospérité. En ce qui concerne particulièrement les économies agricoles, l'adaptation basée sur les terres pourrait permettre de lutter contre la dégradation des sols et de l'inverser, et de remettre ainsi la société sur la voie de la pérennité.



- En Afrique, le secteur de la terre emploie environ 70 % de la population
- Les rendements agricoles pourraient perdre jusqu'à 50 % de leur volume si les pratiques de production alimentaire en Afrique ne sont pas modifiées
- D'après les simulations économiques réalisées, les pertes de produit intérieur brut agricole pourraient représenter pas moins de 30 % au Mali et 20 % au Burkina Faso, jusqu'à 4 % en Inde et entre 8 et 14 % dans 14 pays d'Amérique latine



- Le niveau des mers augmentera d'environ un demi-mètre d'ici la fin du siècle, ce qui aura un impact sur 70 % des côtes de la planète.
- En 2009, seuls 4,2 % de l'aide humanitaire totale ont été consacrés à la prévention et à la préparation aux catastrophes.
- Pour 100 USD d'assistance humanitaire dépensés par les 20 principaux bénéficiaires de l'aide humanitaire au cours des cinq dernières années, seul 0,62 USD ont été consacrés à des activités de préparation.

EXPÉRIENCE



Afrique : plus de 650 millions d'Africains dépendent de l'agriculture pluviale, y compris ceux qui vivent dans des régions déjà frappées par des pénuries d'eau et la dégradation des sols. Si le manque d'eau et la dégradation persistent, deux tiers des terres arables de la région pourraient disparaître d'ici 2025, entraînant avec elles les moyens de subsistance de millions de petits agriculteurs.

Petits États insulaires en développement : dans ces États, l'agriculture a été l'un des grands facteurs de croissance économique. Toutefois, 76 % d'entre eux déclarent aujourd'hui être affectés par la désertification. En raison de leur petite taille, la perte d'un hectare de terre constitue une perte économique considérable. Les Maldives et Palau ont perdu une partie de leur littoral. À la Barbade, l'eau de mer s'infiltré dans les puits souterrains. L'érosion des sols dans l'océan affecte le corail et repousse les poissons plus profondément dans l'océan. Bon nombre de ces pays ne peuvent pas se permettre de construire des infrastructures d'envergure pour préserver leurs ressources en terres.

INSÉCURITÉ HUMAINE : DES CIBLES MANQUÉES

À mesure que la dégradation des terres s'aggrave et que la production alimentaire décline, de nouveaux modes de vie émergent, ainsi que de nouvelles formes de conflits et de nouveaux schémas de migration. Du Sud-Soudan à la Syrie, de l'Inde au Brésil, la migration saisonnière et temporaire était autrefois un moyen, pour les familles et les communautés, de survivre à des conditions difficiles et aux phénomènes météorologiques extrêmes. Ce n'est plus le cas désormais. L'intolérance prend de plus en plus de place, à mesure que les migrants temporaires deviennent des résidents permanents et transforment ce qui était un mécanisme d'adaptation en une forme d'accaparement des terres. Puisqu'il y a de moins de moins d'endroits pour produire des denrées alimentaires, les familles qui dépendent des terres sont constamment en déplacement, à la recherche de nourriture, d'eau ou de pâturages - y compris les communautés autrefois sédentaires. Ces changements engendrent des tensions et créent de nouvelles formes de conflits, de déplacements internes et de migrations forcées.

Il s'agit d'une menace de sécurité qui ne peut être traitée avec les instruments de sécurité actuels. Dans les pays où un grand nombre de personnes dépendent de la terre et où les filets de sécurité sont médiocres ou inexistants, l'effondrement de la société, voire même de l'État, demeure une possibilité réelle. Une approche pragmatique de réhabilitation des terres dégradées, afin de restaurer des écosystèmes effondrés et de sécuriser les terres productives, est essentielle à la restauration des moyens de subsistance, des communautés et des terres. Cette approche sera d'autant plus importante que le climat changera et que les tensions s'intensifieront.

EXPÉRIENCE

Sud-Soudan : Dans la région soudanaise du Darfour, les conflits au sujet de l'eau et des pâturages étaient monnaie courante avant de dégénérer en guerre déclarée en 2003. Les tensions avaient déjà éclaté en conflits communautaires bien plus tôt, en 1987, suite à une grave sécheresse qui avait conduit les éleveurs à empiéter sur les terres cultivées. La mise à feu des pâturages et la destruction des puits d'eau sont devenus des armes de guerre. Les personnes sans terre, qui n'avaient rien à perdre, se sont mêlées au conflit. Aujourd'hui, 10 ans plus tard, plus de 1,7 millions de personnes vivent dans des camps.



ADAPTATION ET RÉSILIENCE : LE POUVOIR DE LA TERRE



À court terme, nous ne pourrons pas échapper à certaines de ces conséquences, vu les dommages déjà causés à la terre. Par contre, nous pouvons agir sur la suite des événements. En investissant dans des pratiques durables d'utilisation des terres et en mettant en place des mécanismes de sauvegarde pour les moments difficiles, nous pouvons atténuer les menaces auxquelles font face les communautés en termes d'alimentation, d'eau, de revenus et de sécurité. Tel est le but de l'adaptation basée sur les terres. Si nous reconstruisons nos infrastructures basées sur les terres et fixons des objectifs de réussite mondiaux, nos systèmes sociaux, économiques et politiques seront à l'abri de la dégradation des terres. Tel est le but de la résilience basée sur les terres

DU SOL AU SOMMET: INITIATIVES ET INVESTISSEMENTS AU NIVEAU LOCAL

Investir dans des pratiques de gestion durable des terres (GDT) est le moyen le plus rapide et le moins onéreux d'arrêter la dégradation des terres. Les pratiques de GDT peuvent réduire l'érosion des sols, améliorer le drainage de l'eau et augmenter la fertilité du sol. En ciblant la partie de la population qui dépend des terres, comme Sawadogo, nous pouvons réduire d'1,2 milliard le nombre de personnes pauvres vulnérables face au changement climatique. L'adoption de la GDT par les petits producteurs permettrait à tout le moins de maintenir les niveaux de production actuels pour les 2,5 milliards de petits producteurs. Si l'adaptation est basée sur les terres, il est même possible d'augmenter la production.

Les personnes dépendant des terres, en particulier les petits producteurs comme Sawadogo, se battent contre les éléments pour trouver de nouveaux moyens de faire en sorte que chacun puisse manger à sa faim. Elles sont motivées à l'idée d'essayer de nouvelles techniques qui leur permettraient de s'adapter à l'évolution du climat et d'augmenter leur productivité. Toutefois, réussir à créer et à mettre en œuvre la technique adéquate peut prendre de nombreuses années. Avec les bonnes connaissances et les bonnes mesures incitatives, la réhabilitation de terres dégradées pourrait se faire en deux ans à peine. Il s'agirait là d'une méthode d'adaptation peu coûteuse, à forte intensité en main-d'œuvre, présentant de nombreux avantages indirects. Elle créera de l'emploi, réduira les incidences des catastrophes et garantira la future productivité des terres.

Toutefois, la diffusion des pratiques de GDT n'est pas suffisamment rapide, et les mesures incitatives sont rarement adaptées. De nombreuses régions proposent toujours des incitations pour des pratiques nuisibles aux terres - comme par exemple des engrais chimiques ou des pratiques d'irrigation intensive. Dans d'autres parties du monde, les véritables cultivateurs de la terre, en particulier les femmes et les non-propriétaires fonciers, ne possèdent pas les droits qui leur permettraient d'investir pour l'avenir. Il nous faut des lois qui soutiennent les utilisateurs des terres et promeuvent les droits fonciers,

ainsi qu'un financement favorisant les pratiques de gestion durable des terres et l'adaptation basée sur la nature.

EXPÉRIENCE

Israël : une étude réalisée sur l'érosion des sols de fermes adjacentes après une crue subite en Israël a démontré que les terres soumises à des pratiques de gestion durable des terres avaient subi 90 % d'érosion en moins que les terres voisines utilisant des pratiques agricoles conventionnelles. En vue de promouvoir la GDT, un fonds a été créé en 2010 afin d'indemniser les agriculteurs pour la perte de production agricole qu'ils subiraient en adoptant des pratiques de GDT. Quatre ans plus tard, aucun des agriculteurs ayant adopté les nouvelles pratiques n'avait introduit une demande.

Niger : Dans le village de Batodi, situé dans la région nigérienne de Tahoua, après 15 ans de réhabilitation de terres dégradées à l'aide de techniques de récupération de l'eau, la productivité des terres s'est améliorée et la nappe phréatique est remontée de 14 mètres. Les femmes qui avaient l'habitude de marcher une demi-journée pour aller chercher de l'eau peuvent à présent tirer l'eau des puits qui se trouvent à 30 minutes de chez elles. En cas de sécheresse ou d'autre phénomène météorologique, ces communautés seront mieux préparées pour s'en sortir que d'autres de la région.

Albanie : grâce à des techniques de labour de conservation ou de polyculture, l'Albanie a stoppé l'érosion de 200 000 tonnes de sol, amélioré la résilience de la région face aux incidences du changement climatique et obtenu de multiples bénéfices environnementaux. Ce succès est essentiellement attribuable au fait que le gouvernement ait transféré les droits des terres forestières à 345 communes desservant près d'1 million de personnes.



Argentine : en 2006, dans le nord-ouest de Buenos Aires, la production de coton s'est effondrée, en raison d'une accumulation de sel dans le sol. Les agriculteurs ont abandonné les terres. L'organisation non gouvernementale Grupo Ambiental por el Desarrollo a alors introduit un arbre indigène nutritif qui réhabilite le sol et donne du bois, de la farine et du miel. Près de 7 000 hectares ont été reboisés en 6 ans, notamment grâce à des jeunes.

Inde : en Inde, la Fondation pour la sécurité écologique a collaboré avec les communautés en vue de mettre en place des mécanismes de gouvernance communautaire qui ont permis la conservation de plus de 200 000 hectares de pâturages communs, de forêts et de ressources en eau. Les communautés peuvent restaurer efficacement les fonctions des écosystèmes ainsi que la productivité des terres, y compris sur les terres communales. Le travail de cette fondation a permis d'améliorer les moyens de subsistance d'1,7 million de personnes vivant dans plus de 4 000 villages, et a également influencé la politique environnementale nationale.





UNE POLITIQUE D'ASSURANCE NATURELLE

Les pratiques de gestion durable des terres peuvent réduire la vulnérabilité face à la dégradation des terres et au changement climatique. Les communautés ne doivent pas revenir en arrière en cas de fortes pressions sur les terres ou de chocs climatiques. Les utilisateurs des terres doivent être informés en temps utile des catastrophes qui se préparent, notamment les sécheresses, ainsi que des manières dont ils peuvent réagir et gérer la situation. Il leur faut des systèmes fiables sur lesquels ils peuvent s'appuyer en cas de catastrophe. Il leur faut également comprendre le fonctionnement de leurs terres et de leurs écosystèmes, afin de pouvoir optimiser leur utilisation des terres et réduire au maximum leur vulnérabilité.

En créant des systèmes d'information qui serviraient à surveiller et à communiquer rapidement les changements relatifs aux catastrophes climatiques, ainsi que des régimes d'assurance volontaires et co-contributifs, durant les périodes positives, et en diversifiant leur production, les agriculteurs familiaux et petits producteurs peuvent gérer les risques et surmonter les catastrophes. Cela permettra de sauver des vies, d'éviter des conflits et de dynamiser la reprise.

EXPÉRIENCE



Brésil : Ceará, État situé dans le nord-ouest du Brésil, est une région aride confrontée à de sérieux problèmes d'eau. Le gouvernement de l'État a construit des réservoirs d'eau destinés à assurer la subsistance de la population en temps de sécheresse. Ces réservoirs sont contrôlés en temps réel, afin de prévenir la population locale de l'arrivée d'une sécheresse et de gérer efficacement l'eau en temps de crise. Lorsque le gouvernement déclare la sécheresse, des régimes d'assurance volontaires et contributifs sont activés. Au cours de la période 2011-2012, ces mesures ont permis pour la première fois aux agriculteurs de subsistance et aux éleveurs de résister à la deuxième pire sécheresse que la région a connue en 50 ans. En outre, la plupart des terres ont récupéré plus rapidement de la sécheresse, vu qu'elles n'ont pas été utilisées pendant cette période.

RELIER LES POINTS

Lorsque des pratiques d'utilisation des terres telles que l'agroforesterie, la régénération naturelle gérée par les agriculteurs et l'« evergreen agriculture » (agriculture biologique) sont reprises sur de vastes régions, elles transforment radicalement la terre. Leur application à grande échelle permet de « relier les points » entre les différents aspects de la problématique. Elle aide les communautés à récupérer un grand nombre de services que les écosystèmes naturels nous fournissent, des rôles que ceux-ci ne peuvent plus jouer lorsqu'ils sont transformés pour d'autres utilisations.

La restauration à grande échelle des terres améliore les bassins hydrologiques et le drainage des eaux, remplit les nappes aquifères, augmente le couvert arboré et végétal et aide à récupérer la biodiversité et la fertilité des sols. Les communautés peuvent ainsi profiter des bénéfiques des écosystèmes naturels et d'une production économique accrue. En reliant les points, nous pouvons également garantir les droits des utilisateurs des terres, renforcer leur capacité à planifier, collaborer et surveiller les évolutions et fournir aux populations rurales les connaissances relatives aux effets du changement climatique sur les terres dont ils ont besoin pour être plus résilients.

EXPÉRIENCE



Nouvelle-Zélande : depuis 1990, l'agroforesterie est une pratique courante en Nouvelle-Zélande. Elle a pour but d'augmenter les profits globaux tirés de la terre tout en atteignant de nombreux objectifs non économiques tels que le contrôle de l'érosion, l'élimination des plantes nuisibles, le bien-être des bêtes d'élevage et la beauté du paysage. Les petits cultivateurs ont planté des arbres sur plus de 650 000 hectares, principalement sur des terres de pâturage. Les trois formes d'agroforesterie les plus répandues sont : l'agroforesterie basée sur l'agriculture (plantation d'arbres dans les exploitations agricoles existantes), l'agroforesterie basée sur les forêts (pâturage des animaux dans les forêts existantes) et les « ceintures de bois », c'est-à-dire des rideaux d'arbres plantés dans les exploitations agricoles en vue de produire du bois de haute qualité.



- 2 milliards d'hectares de terres dégradées peuvent faire l'objet de mesures de réhabilitation des sols et de restauration des forêts

Corée du Sud : entre 1957 et 1980, le couvert forestier en République de Corée est passé de 34 % à 64 %, et de nombreux services écosystémiques différents ont été restaurés. Parmi les bénéfiques, citons la récréation de forêts, l'amélioration du stockage de l'eau, l'amélioration de la qualité de l'air et de l'eau, le contrôle de l'érosion des sols et la prévention des glissements de terrain. Le retour obtenu chaque année sur cet investissement dépasse 61 milliards*USD.



LA SOCIÉTÉ MONDIALE À LA CROISÉE DES CHEMINS

La convergence des moyens de subsistance et des habitudes de consommation nous rend de plus en plus dépendants les uns des autres ainsi que de la terre que nous partageons. Le changement climatique a amplifié les problèmes à résoudre et nous a emmenés à la croisée des chemins. Il nous faut à présent choisir. Un chemin nous mènera vers d'autres conflits et plus d'insécurité.

L'autre nous emmène vers un monde qui ne dégrade pas les terres, à condition de surveiller le phénomène de dégradation à l'échelle mondiale, comme proposé lors de la Conférence des Nations unies sur le développement durable (Rio+20) qui s'est tenue en 2012. Cela nous aiderait à éviter de dégrader de nouvelles zones en nous contentant d'insister sur la réhabilitation des zones déjà dégradées. Dans un monde sans dégradation des terres, le volume de ressources en terres saines et productives nécessaires aux services écosystémiques vitaux reste stable, ou augmente en un lieu et un temps donnés. Cela peut se produire naturellement, ou grâce à une gestion améliorée des terres et à une restauration des écosystèmes.

En suivant ce chemin, nous pourrions avoir suffisamment de terres productives pour satisfaire nos besoins futurs. La nature, grâce à sa force, peut nous permettre d'être résilients face au changement climatique.

VERS UN MONDE NEUTRE DE TOUTE DÉGRADATION DES TERRES

Les petits producteurs qui créent de l'emploi, soutiennent notre subsistance et utilisent des techniques protégeant la terre sont des acteurs essentiels. Ce sont eux qui seront les plus touchés par le changement climatique, et ils jouent un rôle essentiel dans la réponse à la future demande de nourriture, d'énergie et d'eau. Le milliard et demi de personnes qui vivent sur des terres dégradées peut aider à atteindre les objectifs de sécurité et de résilience. Si nous leur donnons les moyens de récupérer les capacités de production perdues de leurs terres, il est possible de soutenir les moyens de subsistance de milliards de personnes. Malgré le changement climatique. En outre, les processus mis en place pour récupérer la productivité perdue des terres peuvent également absorber des gigatonnes de dioxyde de carbone présents dans l'atmosphère.

Les objectifs de développement durable et le programme de développement pour l'après-2015, actuellement en cours de négociation, peuvent aider à promouvoir l'adaptation basée sur les terres. En convenant d'objectifs et d'indicateurs visant à neutraliser la dégradation des terres, nous sauvegarderons des services écosystémiques vitaux tout en nous adaptant au changement climatique et en l'atténuant. La neutralité de la dégradation des terres améliorera la prévention, la préparation, l'atténuation et la gestion des risques de sécheresse. Nous aiderons ainsi à nourrir une population en pleine expansion.

ADAPTATION ET RÉSILIENCE BASÉES SUR LES TERRES

À mesure que nous approchons d'un accord sur le changement climatique, prévu pour 2015, nous pouvons saisir des opportunités de faire en sorte que les utilisateurs de terres puissent s'adapter et devenir résilients face au changement climatique. En rattachant les mesures d'atténuation aux pratiques d'utilisation des terres et en adoptant des indicateurs de réussite communs, nous enverrons un message fort, indiquant que les choses doivent absolument changer.

La dégradation des sols est un processus lent et invisible. L'incapacité des terres à supporter les incidences actuelles du changement climatique, en particulier les problèmes liés au manque croissant d'eau et aux inondations accrues, est un clair indicateur de l'état de nos terres. Nous n'avons désormais plus le temps.

Nos vies et nos moyens de subsistance sont trop étroitement liés à la terre pour ne pas tenir compte de celle-ci dans notre stratégie de lutte contre le changement climatique. Les actions basées sur la terre constituent la stratégie d'adaptation au changement climatique de la plupart des individus et de la plupart des communautés. L'adaptation basée sur les terres est un chemin vers la résilience et la sécurité - sécurité alimentaire, sécurité de l'approvisionnement en eau, sécurité énergétique, sécurité économique et même sécurité humaine.

Les générations futures comptent sur nous pour faire les bons choix et prendre la bonne direction. L'expérience de l'Islande nous montre que le chemin vers la réhabilitation est peut-être long, mais qu'il est nécessaire.

EXPÉRIENCE



Islande : en 1907, l'Islande a adopté la loi pour la sylviculture et la protection contre l'érosion des sols afin de prendre des mesures contre l'érosion des sols et la désertification. Un climat rigoureux associé à des utilisations non durables des terres et à l'activité volcanique ont infligé des dégâts considérables à un pays qui, avant d'être découvert par les Vikings, était couvert à plus de la moitié d'arbres, d'arbustes et d'herbes. En 1990, près d'un siècle après l'adoption de cette loi, une enquête nationale a montré qu'une grave érosion des sols persistait dans quelque 40 % du pays. Toutefois, depuis les années 80, les initiatives de restauration se sont intensifiées: les plantations annuelles d'arbres sont ainsi passées d'environ 1 million à 4 millions dans les années 90, puis à 5 millions pendant les sept premières années du XXI^e siècle.



SOURCES ET RÉFÉRENCES

- 2014, Amnesty International. <http://www.eyesondarfur.org/conflict.html>. Site consulté le 21 mai 2014.
- 2014, Site internet de l'UE <http://www.climateadaptation.eu/italy/droughts/> Site consulté le 22 mai 2014.
- 2014, Forestry Insights. Website http://www.insights.co.nz/sustainable_plantations_wrp.aspx. Site consulté le 21 mai 2014.
- 2014, IBRD/World Bank. Natural Disasters in the Middle East and North Africa: A Regional Overview. The International Bank for Reconstruction and Development/World Bank.
- 2014, Iceland. Site web. Desertification Iceland.. <http://www.climateadaptation.eu/iceland/desertification/> Site consulté le 21 mai 2014.
- 2014, IFAD. Site web: factsheet. Climate change: building the resilience of poor rural communities.
- 2014, International Rescue Committee website. <http://www.rescue.org/darfur-crisis-10-years>. Site consulté le 21 mai 2014.
- 2014, IPCC. WGII AR5: Impacts, Adaptation and Vulnerability, Chapter 7.
- 2014, IPCC. WGII AR5: Impacts, Adaptation and Vulnerability, Chapter 3.
- 2014, CNULCD. Données extraites du cycle d'établissement de rapports et d'examen de la CNULCD et soumises le 21 mai 2014.
- 2014, UNCCD. Land for Life Award Winners Site web, <http://www.unccd.int/en/programmes/Event-and-campaigns/LandForLife/Pages/About-the-Winners-2013.aspx>. Site consulté le 21 mai 2014.
- 2014, CNULCD. Message de Monique Barbut, Secrétaire exécutif de la CNULCD, sur la Journée internationale de la biodiversité.
- 2014, World Food Programme. World Food Programme statistics. <http://www.wfp.org/hunger/stats>. Site consulté le 21 mai 2014.
- 2013, Argaman, Eli and Ben Yaacoby. The effect of intense soil erosion event on farmer and stakeholders' perceptions of sustainable land management in Harod Valley, Israel. Document présenté lors de la seconde conférence scientifique de la CNULCD, Bonn, Allemagne.
- 2013, IPCC. Summary for Policymakers (SPM). In: Climate Change 2013: The Physical Science Basis. Contribution of Working Group I to the Fifth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change [Stocker, T.F., D. Qin, G.-K. Plattner, M. Tignor, S.K. Allen, J. Boschung, A. Nauels, Y. Xia, V. Bex and P.M. Midgley (eds.)]. Cambridge University Press, Cambridge, United Kingdom and New York, NY, USA.
- 2013, Low, P.S. (ed). Economic and Social impacts of desertification, land degradation and drought. White Paper I. seconde conférence scientifique de la CNULCD, préparé avec les contributions d'un groupe international de scientifiques.
- 2013, Nill, Dieter, Klaus Ackermann, Alexander Schoening, Anneke Trux, Elisabeth Van Den Akker and Martina Wegner. 20 years of watershed management in Niger. Approaches, impacts and economic aspects of large scale soil and water conservation measures. Paper presented at the UNCCD 2nd Scientific Conference, Bonn, Germany.
- 2013, United Nations. The Millennium Development Goals Report.
- 2012 June Discussions avec des représentants de l'État du Ceará au cours d'une visite de terrain à Ceará
- 2012, Kissinger G., Herold M. and De Sy V. Drivers of Deforestation and Forest Degradation: A Synthesis Report for REDD+ Policymakers. Lexeme Consulting, Vancouver, Canada.
- 2012, Regreening Initiatives, No 2. Sitio web http://africa-regreening.blogspot.de/2012_01_01_archive.html. ite consulté le 22 mai 2014.
- 2012, , CNULCD. Demi-finalistes du prix Land for Life award. <http://www.unccd.int/en/programmes/Event-and-campaigns/LandForLife/Pages/Land-for-Life-Award-Semi-Finalists.aspx>. Site consulté le 21 mai 2014.
- 2012, Venton, C, C. Fitzgibbon, T. Shitarek, L. Coulter and O. Dooley. The Economics of Early Response and Disaster Resilience: Lessons from Kenya and Ethiopia.
- 2012, United Nations. Resilient People, Resilient Planet. A Future Worth Choosing.
- 2011, FAO. Price Volatility and Food Security. 2011, GEF. Land for Life, Securing Our Common Future.
- 2011, République Française. Bilan National de l'Étiage 2011.
- 2011, WOCAT. Sustainable Land Management in Practice, citing various sources.
- 2011, World Resources Institute. Global Map of Forest Landscape Restoration Opportunities. <http://www.wri.org/resources/maps/global-map-forest-landscape-restoration-opportunities>. Site consulté le 21 mai 2014.
- 2010, Dodd, Mark. Sitio web. <http://www.1080films.co.uk/Yacoubamovie/index.htm>. Site consulté le 21 mai 2014.
- 2010, Fourth GEF Assembly. Report of the Scientific and Technical Advisory Panel of the Fourth GEF Assembly.
- 2010, FAO citation. Committee on World Food Security. Policy Roundtable. Managing Vulnerability and Risk to Promote Better Food Security and Nutrition.
- 2010, Korea Forest Service. Statistical Yearbook of Forestry.
- 2010, Nachtergaele, F., Petri, M., Biancalani, R., Van Lynden, G. and Van Velthuizen, H.. Global Land Degradation Information System (GLADIS): Beta Version. An Information Database for Land Degradation Assessment at Global Level. Land Degradation Assessment in Drylands Technical Report No. 17. Rome, FAO.
- 2009, Antle, John M. Agriculture and the Food System. Adaptation to Climate Change.

2009, Kelly, Charles. Field note from Tajikistan compound disaster - A new humanitarian challenge?, in *Jambá: Journal of Disaster Risk Studies*, Vol, 2, No. 3, 295-301.

2009, WFP. World Food Programme 2009.

2008, GLADA. GLADA Report 5. Global Assessment of Land Degradation and Improvement 1. Identification by remote sensing.

2008, Monfreda, C., Ramankutty, N. & Foley, J. A. Farming the planet: 2. Geographic distribution of crop areas, yields, physiological types, and net primary production in the year 2000. *Global Biogeochemical Cycles* 22, GB1022. Cited in, 2011, Foley, Jonathan A., et al., *Solutions for a cultivated planet*. Nature. 2011.

2008, Schenkler W. and Roberts, M. Nonlinear temperature effects indicate severe damages to U.S. crop yields under climate change. *PNAS*, Vol 106, No. 37, p15594-15598.

2008, TEEB. Interim Report.

2008, UNEP. *Vital Water Graphics - An Overview of the State of the World's Fresh and Marine Waters*. 2nd Edition. UNEP. Nairobi, Kenya.

2007, FAO. *Status and Trends in Global Land Degradation*. (Figure 3).

2007, IPCC. *Summary for Policymakers*. In: *Climate Change 2007: Impacts, Adaptation and Vulnerability*. Contribution of Working Group II to the Fourth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change, M.L. Parry, O.F. Canziani, J.P. Palutikof, P.J. van der Linden and C.E. Hanson, Eds., Cambridge University Press, Cambridge, UK.

2006, Montanarella, Luca. *Trends in Land Degradation in Europe*.

2005, Millennium Ecosystem Assessment, *Desertification*. Data derived from publication.

1999, Ramankutty, N. & Foley, J. A. Estimating historical changes in global land cover: croplands from 1700 to 1992. *Global Biogeochemical Cycles* 13, 997-1027. Cited in 2011, Foley, Jonathan A. et al., *Solutions for a cultivated planet*. Nature.

Fotos:

Cover: Globally Important Agricultural Heritage System, © FAO/Min Qingwen, <https://www.flickr.com/photos/giahs/7649304966/sizes/o/>

Cover inside: United Nations Environment Programme Disasters & Conflicts Sub-Programme 2006 © UNEP, https://www.flickr.com/photos/unesp_dc/8467567823/sizes/o/

p.2: Food hit by climate change: Oxfam campaigners highlight the effects of climate change on food, <https://www.flickr.com/photos/oxfam/10777499915/sizes/o/>

p.3: Kvitlauk, El Mar de Aral, <https://www.flickr.com/photos/kvitlauk/3902580257/sizes/o/>

p.4: United Nations Environment Programme Disasters & Conflicts Sub-Programme Haiti, 2009 © UNEP, https://www.flickr.com/photos/unesp_dc/8534677734/sizes/o/

p.6: United Nations Environment Programme Disasters & Conflicts Sub-Programme, 2010 © Albert Gonzalez Farran - UNAMID, https://www.flickr.com/photos/unesp_dc/8526863423/sizes/o/

p.7: UN Photo/UNICEF/Marco Dormino, https://www.flickr.com/photos/un_photo/5492638210/sizes/o/

p.8: UN Photo/Olivier Chassot, https://www.flickr.com/photos/un_photo/3681073941/sizes/o/

p.9: United Nations Environment Programme Disasters & Conflicts Sub-Programme 2014 © Albert Gonzalez Farran, UNAMID, https://www.flickr.com/photos/unesp_dc/13538502433/sizes/o/

p.10: F. Fiondella (IRI/CCAFS), <https://www.flickr.com/photos/cgiarcclimate/8000071859/sizes/o/>

p.11: Andrea Borgarello, courtesy of World Bank/TerraAfrica

p.12: Andrea Borgarello, courtesy of World Bank/TerraAfrica

p.13: Raymond Cunningham, <https://www.flickr.com/photos/zaruka/11917510166/sizes/o/>

p.14: P. Kimeli (CCAFS), <https://www.flickr.com/photos/cgiarcclimate/13617341093/sizes/o/>

p.15: Sean Cook, <https://www.flickr.com/photos/seancookandthehmc/3590577045/sizes/o/>

© Secrétariat de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, 2014
Seconde édition 2014
ISBN:978-92-95043-86-2



Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification (CNULCD)

UN Campus, Platz der Vereinten Nationen 1, 53113 Bonn, Allemagne

Adresse Postale: CP 260129, 53153 Bonn, Allemagne

Tél. +49 (0) 228 815 2800

Fax: +49 (0) 228 815 2898/99

Courriel: secretariat@unccd.int

Site web: www.unccd.int